

Le secrétaire d'État nous a fourni une aide immédiate en payant des spécialistes pour qu'ils s'informent auprès d'autres institutions au sujet des cours qu'elles pourraient offrir à notre centre universitaire local. Mais le jeudi 29 mars dernier, il a prononcé une allocution devant les membres de l'Association des professeurs de l'université de la Colombie-Britannique et a déclaré ce qui suit; je cite:

On a naïvement donné à entendre...

Je me demande qui est naïf.

...que le gouvernement du Canada restreignait lui-même l'accessibilité en assujettissant les transferts pour le financement de l'enseignement postsecondaire au programme d'austérité des 6 et 5 p. 100.

Il nous pense naïfs. Ce sont les députés libéraux et conservateurs qui se sont prononcés contre l'amendement que mon parti avait présenté hier et qui aurait réglé ce problème.

M. Malone: Parlez-nous donc des sondages.

M. Kristiansen: Voudriez-vous que je vous parle également des Tchèques? Chaque fois que nous débattons de l'existence même des Canadiens et des moyens qu'ils ont de gagner leur vie partout au Canada, les députés conservateurs posent tout à coup, sans crier gare, des questions sans intérêt. Il n'est pas surprenant que les conservateurs veuillent se livrer à toutes sortes de diversions. Les gens perdent leur emploi, leur gagne-pain. Ils perdent la vie en raison de la politique du gouvernement libéral, alors que l'opposition conservatrice continue à exiger des compressions, encore des compressions, toujours des compressions, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Toutes les bonnes paroles du monde ne pourront les aider ni les électeurs que nous représentons. Les conservateurs ont l'occasion de voter pour quelque chose d'important qui nous aurait au moins rapproché d'une solution, mais ils s'y refusent pour Dieu sait quelle raison. Ce qu'ils ont fait lorsqu'ils ont voté contre l'amendement que proposait mon parti, c'est de faire passer leur loyauté envers leurs collègues de Colombie-Britannique avant les intérêts des gens qu'ils représentent. C'est un acte méprisable. C'est le seul qualificatif que je puisse employer.

M. Malone: Vous n'en connaissez pas d'autres.

M. Kristiansen: Voilà une autre observation brillante d'un député conservateur.

Hier, nous débattions à l'étape du rapport d'un projet de loi qui aura un grand effet et encouragera les décisions politiques régressives qui sont prises en Colombie-Britannique et dans de nombreuses autres provinces dirigées par des conservateurs. À l'étape du rapport, hier, quatre députés néo-démocrates et un député conservateur ont pris la parole. Pourtant ils sont trois fois plus nombreux que nous dans cette Chambre.

M. Malone: Nous ne sommes pas supérieurs qu'en nombre.

M. Kristiansen: Lorsqu'ils ont l'occasion de dire quelque chose ou de faire quelque chose, ou bien ils se taisent ou bien ils votent pour leurs amis, les libéraux, pour maintenir le statu quo et faire en sorte que les étudiants, les enseignants et les collectivités universitaires continuent à s'étioler et finissent par mourir. Pourquoi? Je ne suis pas en mesure de répondre. Peut-être que certains d'entre eux le feront.

Nous avons l'occasion de progresser en garantissant de meilleures conditions d'étude dans ce pays. Mais nous n'y parviendrons pas et nous n'améliorerons pas le bien-être des jeunes que nous représentons et de leur collectivité en adoptant un projet de loi comme le C-12 à l'étude. C'est une initiative erronée. Il est inutile que les libéraux nous disent que, parce que le

Financement des programmes établis

gouvernement de Colombie-Britannique punit les gens, y compris les étudiants de cette province, nous allons nous venger et punir nous aussi les habitants de Colombie-Britannique. Cela ne leur sera pas d'un grand réconfort. Il est peut-être trop tard pour demander au gouvernement de changer d'avis et de faire, de façon raisonnable et méthodique, ce qu'il aurait dû faire il y a bien longtemps, c'est-à-dire exiger que ceux que nous représentons reçoivent quelque chose de tangible en échange de l'argent que nous dépensons en leur nom, par l'intermédiaire de cette assemblée.

On encourage les gouvernements provinciaux à faire disparaître impunément des institutions et des collectivités. Il est temps que disparaisse à son tour un régime qui permet et encourage pareilles choses. Nous prions tous les députés de la Chambre de bien réfléchir à ce programme de restrictions à 6 et 5 p. 100, cette formidable solution qu'a inventée un larbin pour épater la galerie, avant de décider si elle convient effectivement que le Parlement l'adopte. Pour l'avenir du pays, je les invite fortement à examiner les faits. Il leur suffit de constater les préjudices que les gouvernements successifs ont portés à l'avenir de nos jeunes gens et de nos localités pour qu'ils rejoignent nos rangs et votent contre cette mesure inique. Les étudiants et les enseignants ne seront pas les seuls touchés; les répercussions sur ma localité ont jusqu'ici été désastreuses sur le plan économique en général. Plus d'une douzaine de conférences qu'on devait organiser cet été dans notre petite ville de 10,000 habitants ont dû être annulées, car le gouvernement provincial a fermé l'établissement où elles auraient eu lieu. Nous n'en avons pas les moyens, monsieur le Président. C'est là une des conséquences pour nos collectivités des initiatives qui ont été prises par les gouvernements provinciaux après que le gouvernement fédéral les y eut encouragés.

● (1650)

Je demande donc à tous les députés de voter contre ce projet de loi injuste.

Le président suppléant (M. Herbert): Le Règlement prévoit une période de questions et de réponses. S'il n'y a pas de questions, je donne la parole au député de Beaches (M. Young) qui poursuit le débat.

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part au débat sur le projet de loi C-12, qui porte sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales au titre de l'enseignement postsecondaire et de la santé.

Tout au long du débat, nous avons dit et répété qu'à une époque où tous, sauf les gouvernements fédéral et provinciaux, sont conscients de la nécessité de donner de l'expansion à l'enseignement postsecondaire dans le pays, les gouvernements fédéral et provinciaux réduisent en fait leurs subventions à ces institutions.

Le gouvernement fait également la sourde oreille à nos instances en vue d'accroître les possibilités d'éducation pour les femmes. Les deux tiers des débutants dans la vie active d'ici dix ans seront des femmes. Les deux tiers des femmes à métier sont confinées dans des emplois subalternes, dans le secteur tertiaire et comme employées de bureau, occupations les plus menacées par la révolution technologique.